

priser cette relation privilégiée avec la Grande-Bretagne non seulement dans l'absolu mais aussi parce qu'on y voyait un contrepoids à l'influence considérable des États-Unis. Il n'était pas le seul à s'inquiéter des activités américaines, dans la partie canadienne de l'Arctique par exemple. Et le vieil idéal de concilier les besoins et les politiques de la Grande-Bretagne et ceux des États-Unis — ne serait-ce que pour que les Canadiens puissent vivre en paix avec eux-mêmes — était tout aussi présent chez la nouvelle génération que chez celles qui l'avaient précédée<sup>13</sup>.

King exerçait encore son influence en proposant une meilleure continuité dans la politique extérieure du Canada. Saint-Laurent et Pearson géraient le détail et les décisions quotidiennes, mais le Premier ministre pouvait faire sentir sa présence quand il le jugeait nécessaire. C'est d'ailleurs ce qu'il fit dans l'affaire de la Corée et à un moment décisif dans les négociations économiques avec les Britanniques à la fin de 1947. King aimait se plaindre que le ministère des Affaires extérieures était «devenu si entiché de sa mission internationale qu'il perdait rapidement toute perspective relativement aux affaires nationales» (document 582). La politique extérieure conservait cependant un contenu national élevé, comme le montrera clairement la section sur l'UNRRA du chapitre VIII sur les Nations Unies. Les préoccupations, en apparence terre-à-terre, des politiques dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche jouèrent un rôle important, quoique facile à oublier, dans ce livre.

Le ministère des Affaires extérieures connaissait en 1947 une croissance et une transformation spectaculaires. Le nombre d'agents passa à 175, une hausse de 30 p. 100, et celui des autres employés augmenta de 594 à 827. Le Canada ouvrit une ambassade en Turquie (novembre) et des légations en Tchécoslovaquie et en Suède (mars), en Pologne et en Suisse (mai) ainsi qu'au Danemark et en Italie (septembre). Un haut-commissaire fut affecté en Inde, juste avant l'accession de ce pays à l'indépendance. D'autre part, un consul fut nommé à Sao Paulo, au Brésil, en juin et l'ouverture d'un consulat général à Chicago en septembre vint souligner le lancement du programme d'expansion des services consulaires aux États-Unis. Cette année-là, il y avait 28 missions diplomatiques et sept bureaux consulaires, sans compter la Délégation permanente auprès des Nations Unies, la Mission militaire en Allemagne et la Mission de liaison au Japon. Près de la moitié du personnel du ministère était en affectation à l'étranger. Six femmes accédèrent pour la première fois au rang d'agent du Service extérieur. L'une d'elles, Marjorie McKenzie, avait été la secrétaire d'O. D. Skelton, l'architecte de la modernisation du ministère. Une autre, Elizabeth MacCullum, était déjà reconnue internationalement comme experte du Moyen-Orient. En dépit du recrutement, on

<sup>13</sup>J.L. Granatstein, «The Anglocentrism of Canadian Diplomacy», et Norman Hillmer, «The Canadian Diplomatic Tradition», in Andrew Fenton Cooper (sous la direction de), *Canadian Culture: International Dimensions* (Waterloo et Toronto, 1985), pp. 27-43 et 45-57 respectivement.